



Le TER de 18h36 a été retardé 10 minutes en gare de Viviez par 200 manifestants venus protester contre la suppression de la ligne directe Paris-Brive-Rodez. Photo DDM, J.R.

**SNCF.** 200 personnes ont manifesté hier soir pour sauver la ligne Rodez-Brive-Paris.

## Le train stoppé en gare de Viviez

Oui, Mme Idrac, nos trains et nos gares sont nos vies. » ou encore « la ligne ferroviaire est un service public. » Ce sont ces deux slogans qui ont accueilli le train express régional (TER) de 18h36, hier, en gare de Viviez. Plus de 200 manifestants (170 selon les forces de l'ordre) ont ainsi répondu à l'appel du collectif Tous Ensemble pour le Bassin afin pour refuser la suppression des trains directs sur la ligne SNCF Paris-Brive-Rodez décidée unilatéralement par Anne-Marie Idrac, présidente de la SNCF, à dater du 10 décembre prochain.

Devant des huissiers assermentés, la manifestation s'est déroulée dans une ambiance bon enfant. Pas de heurts, ni de dégradations. Même pas de placardage de tracts sur les beaux wagons gris et bleu. La motrice est donc repartie sans encombre avec un re-

tard d'une dizaine de minutes. Avant ce coup d'éclat, plusieurs orateurs s'étaient succédé sur le parking de la gare de Viviez. Tous les discours ont tourné évidemment sur les mêmes thèmes et notamment l'amélioration des liaisons et des dessertes SNCF de nuit et de jour du Bassin vers Toulouse et Paris. Que ce soit Jean-Paul Boyer, secrétaire de l'union locale CGT, Dominique Espinasse, élu au comité d'entreprise régional de la SNCF ou Marie-Lou Marcel, conseillère régionale, tous ont rappelé la nécessité, devant les cinq maires du Bassin et plusieurs conseillers généraux, « d'un véritable désenclavement ferroviaire et routier du Bassin ». Ils ont insisté sur « l'importance de favoriser les transports collectifs comme le train alors que les prix des carburants s'envolent ». Il a aussi été question de « la démolition des autres services publics

tels EDF-GDF, la Poste, le Trésor, les Impôts et la DDE. » Quant aux récentes déclarations du ministre de l'Aménagement du territoire, Christian Estrosi, qui a demandé à Anne-Marie Idrac de « réexaminer les conditions d'aménagement de la desserte du train Rodez-Paris », les syndicats estiment qu'elles vont dans le bon sens mais veulent demeurer vigilants.

La soirée aurait pu se terminer comme elle avait commencé. Mais après quelques parts de fouaces accompagnées de vin chaud les manifestants un peu moins nombreux et moins entreprenants ont laissé en paix le 19 h 50 qu'ils avaient pourtant prévu de bloquer. L'action d'hier à Viviez aura cependant constitué un bon échauffement avant le grand rassemblement prévu le 2 décembre à Rodez.

J.R.